



STAND FOR OUR PARENTS

ASSOCIATION

Familles des détenus du TPIR / IRMCT

OPPOSITION FORMELLE AU TRANSFERT DES DÉTENUS DU TPIR/IRMCT VERS LE RWANDA

ET PROPOSITIONS ALTERNATIVES

Lettre adressée à
**Son Excellence le Secrétaire général de l'Organisation des Nations
Unies**

8 mai 2026

OBJET

Opposition formelle au transfert des détenus du TPIR/IRMCT vers le Rwanda et propositions alternatives.

Excellence,

Nous, enfants, conjoints et proches des détenus du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), aujourd'hui placés sous la juridiction du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux (IRMCT), réunis sous le mouvement « STAND FOR OUR PARENTS », avons l'honneur de porter à l'attention de Votre Excellence notre opposition formelle à toute décision visant à transférer nos parents actuellement détenus au Bénin et au Sénégal vers la République du Rwanda.

La présente lettre fait suite au mémorandum adressé au Président du Conseil de sécurité le 6 avril 2026 par les détenus eux-mêmes. Elle exprime une position commune, partagée par l'ensemble des détenus, leurs familles et leurs proches, unis dans une même démarche. Elle se fonde sur les principes du droit international applicables en la matière.

Dans un esprit constructif, nous présentons respectueusement à Votre Excellence notre opposition accompagnée d'un ensemble de solutions alternatives concrètes et immédiatement opérationnelles.

I. FONDEMENTS JURIDIQUES

Plusieurs principes universellement reconnus du droit international s'opposent à un transfert vers la République du Rwanda. Il s'agit de règles contraignantes du droit international des droits de l'homme et du droit pénal international, auxquelles aucune dérogation n'est admise dans le présent contexte.

A. Le principe « Non bis in idem »

Le principe « Non bis in idem », l'un des fondements les plus anciens et les plus universellement reconnus du droit pénal international, interdit qu'une personne soit jugée ou punie deux fois pour les mêmes faits. Ce principe est consacré à l'article 14, paragraphe 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ainsi qu'à l'article 10 du Statut du TPIR. Il est précisé par le Comité des droits de l'homme des Nations Unies dans son Observation générale n° 32 sur l'article 14.

Des procédures parallèles ayant été engagées au Rwanda contre des personnes jugées par le TPIR, leur transfert sur le territoire rwandais les exposerait, en pratique, à une seconde condamnation pour les mêmes faits. Une telle situation constituerait une violation directe et incontestable de ce principe.

B. Le principe de non-refoulement

Le principe de non-refoulement, règle coutumière du droit international, interdit à tout État ou organisation internationale de transférer une personne vers un territoire où elle serait exposée à un risque réel de traitements inhumains ou dégradants, de torture ou d'atteinte grave à la dignité humaine.

Ce principe est consacré à l'article 3 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ainsi qu'à l'article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Les rapports d'organisations internationales reconnues, en particulier Amnesty International (2024) et Human Rights Watch (juillet 2025), documentent des violations systématiques des droits des personnes privées de liberté au Rwanda, rendant ce risque concret et établi.

C. Le consentement éclairé du détenu

L'Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela), adopté par la résolution 70/175 de l'Assemblée générale, dispose à sa règle 59 que les détenus doivent, dans la mesure du possible, être placés dans des prisons proches de leur domicile ou de leur lieu de réinsertion sociale. Les familles des détenus ont, au fil des années, mis en place les conditions pratiques nécessaires au maintien du lien avec leurs proches au Bénin et au Sénégal ; un transfert vers le Rwanda priverait cette règle de son effet utile. Au-delà des Règles Mandela, l'exigence du consentement du détenu en matière de désignation de l'État d'exécution est reflétée dans la pratique du Mécanisme international et, expressément en ce qui concerne les personnes acquittées et libérées, dans la résolution 2740 (2024) du Conseil de sécurité.

Les détenus ont formellement exprimé leur refus de tout transfert vers le Rwanda, par le mémorandum collectif du 6 avril 2026 adressé au Président du Conseil de sécurité. Cette opposition formelle constitue l'expression claire d'une volonté collective qui ne peut être ignorée sans porter atteinte aux engagements pris par les Nations Unies envers les personnes placées sous leur juridiction.

D. La résolution 2740 (2024) du Conseil de sécurité

La résolution 2740 (2024) du Conseil de sécurité traite expressément de la situation des personnes acquittées et des personnes condamnées ayant purgé leur peine, en prévoyant qu'elles ne peuvent être transférées vers un État sans leur consentement préalable. Cette détermination du Conseil, qui lie l'Organisation des Nations Unies, s'applique directement à plusieurs personnes actuellement au Niger et renforce le principe plus large selon lequel toute décision concernant la localisation des personnes relevant du Mécanisme doit respecter leur volonté exprimée.

E. La Directive de l'IRMCT du 7 mai 2025

La Directive de l'IRMCT du 7 mai 2025 conditionne expressément, en son paragraphe 4, toute décision de transfert au respect des articles 7 et 10 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui garantissent respectivement l'interdiction des traitements inhumains et le respect de la dignité des personnes privées de liberté. Les violations documentées au Rwanda rendent un tel respect impossible et empêcheraient toute désignation de cet État de satisfaire aux conditions énoncées dans la Directive elle-même.

F. La pratique des juridictions internationales antérieures

Les tribunaux pénaux internationaux ad hoc ont, dans leur pratique constante, refusé de transférer des personnes condamnées vers des États parties au conflit ayant donné lieu aux jugements et ayant un intérêt direct dans l'issue des procédures ou dans les personnes

concernées. Le Mécanisme international, héritier direct du TPIR, est lié par cette logique : la République du Rwanda a un intérêt direct et continu dans les personnes condamnées par le TPIR, notamment au travers de procédures internes en cours. Sa désignation comme État d'exécution soulève de sérieuses préoccupations quant à l'impartialité et à l'apparence de justice exigées de toute décision prise sous l'autorité des Nations Unies.

II. SITUATION FACTUELLE

A. Refus formel exprimé par les détenus

Les détenus ont, à plusieurs reprises, exprimé formellement leur opposition à tout transfert vers le Rwanda. Cette opposition s'est manifestée notamment par :

- Le mémorandum collectif du 6 avril 2026 adressé au Président du Conseil de sécurité par les détenus au Bénin ;
- La lettre collective du 18 mars 2026 émanant des détenus au Sénégal ;
- Diverses communications individuelles et collectives adressées aux autorités compétentes ;
- Une position commune partagée par l'ensemble des détenus, qu'ils soient au Bénin ou au Sénégal, ainsi que leurs familles et leurs proches, qui forment ensemble une communauté unie sur cette question.

Sans préjudice de la position individuelle de chaque détenu, ces initiatives collectives, prises par les détenus du Bénin et du Sénégal, traduisent une opposition claire et formellement documentée, qui doit être prise en compte par les organes des Nations Unies conformément à leurs propres engagements.

Cette opposition formelle s'inscrit dans la continuité d'un processus structuré et dûment documenté entrepris par les détenus eux-mêmes, qui ont saisi les organes compétents à plusieurs reprises, notamment : la lettre ouverte aux Juges du TPIR/IRMCT du 12 février 2024 ; la lettre adressée au Président du Conseil de sécurité le 26 novembre 2025 (réf. 05/DT-SN/2025) ; le mémorandum collectif du 6 avril 2026 adressé au Président du Conseil de sécurité ; et la lettre adressée à Madame la Présidente du Mécanisme le 20 avril 2026 (réf. 004/DT-SN/2026). Pris ensemble, ces communications constituent une opposition formellement enregistrée auprès des plus hautes instances des Nations Unies.

B. Documentation internationale concernant le Rwanda

Les rapports d'organisations internationales reconnues documentent, au Rwanda, des violations graves et persistantes des droits des personnes privées de liberté. Le rapport 2024 d'Amnesty International relève, en particulier, l'absence de ratification par le Rwanda de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées. Le rapport de Human Rights Watch du 18 juillet 2025 documente, dans le détail, des cas d'exécutions extrajudiciaires, de disparitions forcées, de détentions arbitraires, de torture, ainsi que l'existence de lieux de détention non officiels.

Ces éléments factuels, issus de sources reconnues et indépendantes, ne permettent pas de considérer le Rwanda comme un État offrant les garanties nécessaires à l'exécution de peines prononcées par une juridiction internationale.

C. La situation au Niger — une préoccupation distincte mais connexe

Bien que les personnes actuellement hébergées dans une maison sécurisée au Niger ne soient pas directement concernées par le projet de transfert vers le Rwanda, leur situation mérite l'attention particulière de Votre Excellence. Des personnes acquittées par le TPIR ou ayant intégralement purgé leur peine y sont maintenues depuis plusieurs années, sans statut juridique clair, sans liberté de mouvement, dans l'attente d'une réinstallation que la communauté internationale n'a pas su organiser. Plusieurs d'entre elles sont décédées dans cette attente.

Conformément au paragraphe 7 de la résolution 2740 (2024), ces personnes ne peuvent être transférées au Rwanda sans leur consentement. Au-delà de ce point, leur situation humanitaire appelle une réponse immédiate, indépendamment de la question relative aux détenus du Bénin et du Sénégal.

Nous prions respectueusement Votre Excellence de veiller à la mise en œuvre rapide des accords conclus avec la République du Niger en 2021, ainsi qu'au maintien de l'aide à la subsistance et à l'hébergement au-delà de 2026, dans l'attente d'une solution durable.

III. IMPACT HUMAIN SUR LES FAMILLES

Au-delà des considérations juridiques, nous attirons respectueusement l'attention de Votre Excellence sur la dimension humaine de cette décision, qui affecterait des familles innocentes — enfants, conjoints, frères et sœurs — qui n'ont fait l'objet d'aucune procédure judiciaire.

- Beaucoup des membres de nos familles vivent en exil et bénéficient d'un statut de protection internationale. Cette protection a été reconnue précisément en raison des risques encourus en cas de retour au Rwanda ou de contact avec les autorités rwandaises. Un transfert de nos proches au Rwanda nous placerait dans l'impossibilité pratique et juridique de maintenir le moindre lien familial.
- Plusieurs des détenus sont aujourd'hui âgés et présentent des préoccupations de santé importantes. Beaucoup ont passé de très longues années privés de liberté, et leur état de santé est de plus en plus précaire. Un transfert vers un nouvel environnement, où l'accès à des soins appropriés ne peut être garanti, constituerait pour eux un risque grave.
- Pour la grande majorité des familles, un tel transfert signifierait la fin définitive de toute possibilité de visites, imposant une séparation durable à des familles déjà profondément marquées par de longues années de détention.
- Les enfants et petits-enfants des détenus, qui n'ont fait l'objet d'aucune procédure, seraient privés de toute possibilité réelle de connaître ou de revoir leurs parents et grands-parents.
- Des membres de nos familles encore présents au Rwanda subissent déjà des pressions et n'oseraient pas rendre visite à nos proches, par crainte de conséquences pour leur propre sécurité.

Nous prions respectueusement les Nations Unies de tenir pleinement compte de cet impact humain, qui s'ajoute aux considérations juridiques pour faire de la République du Rwanda une option qui ne saurait, en conscience, être retenue.

IV. SOLUTIONS ALTERNATIVES

Conscients que le financement du Mécanisme appelle des réponses concrètes, et notant que le rapport du Secrétaire général S/2025/786 du 1er décembre 2025 expose lui-même, notamment à ses paragraphes 28 et 72, les différentes pistes actuellement à l'étude, nous soumettons respectueusement à Votre Excellence cinq pistes, toutes juridiquement fondées et opérationnellement réalistes.

Option 1 — Maintien des dispositifs existants au Bénin et au Sénégal

Les accords de détention conclus avec la République du Bénin (depuis 2009) et la République du Sénégal (depuis 2017) fonctionnent conformément aux normes internationales. Les infrastructures sont en place. Le maintien de ces dispositifs, accompagné d'un soutien financier adéquat des Nations Unies, est la solution la plus simple, la plus économique du point de vue des coûts de transition, et la plus respectueuse des droits des détenus et de leurs familles.

Option 2 — Une solution durable pour les personnes hébergées au Niger

Indépendamment de la situation des détenus du Bénin et du Sénégal, la situation des personnes hébergées dans la maison sécurisée au Niger appelle une réponse immédiate : réinstallation dans un État tiers volontaire, octroi d'un statut juridique clair, et garantie d'une protection internationale effective. La poursuite des négociations avec la République du Niger, la mise en œuvre des accords conclus en 2021 et le maintien de l'assistance au-delà de 2026 sont essentiels.

Option 3 — Réexamen des demandes de libération anticipée

La Directive du 15 mai 2020 a introduit, comme condition à toute libération anticipée, une exigence de reconnaissance de culpabilité. Cette exigence soulève une question de principe au regard du principe de non-rétroactivité applicable aux conditions d'exécution des peines. Son réexamen permettrait l'examen au fond, dans le plein respect des droits de la défense, des demandes en cours — apportant une réponse à la fois juste et économique pour le Mécanisme. Par ailleurs, nous rappelons que la grande majorité de ces personnes condamnées ont plaidé non coupable lors de leur comparution devant le TPIR et ont maintenu leur position tout au long de la procédure. Exiger d'elles qu'elles plaident coupable au cours de l'exécution de leur peine soulève de sérieuses préoccupations de principe et de droits fondamentaux.

Option 4 — Désignation d'un État tiers neutre

Si une réorganisation devait néanmoins être envisagée, la désignation d'un État tiers neutre, sans lien avec le contexte ayant donné lieu aux jugements, et répondant aux critères de la Directive du 7 mai 2025 (indépendance judiciaire, garanties vérifiables, supervision internationale, consultation préalable des détenus et de leurs familles), constituerait une alternative légitime.

Option 5 — Transfert du contrôle administratif aux États hôtes existants

Le rapport du Secrétaire général S/2025/786 du 1er décembre 2025 envisage lui-même cette option à son paragraphe 28 : le transfert du contrôle des conditions de détention aux États hôtes actuels, à savoir la République du Bénin et la République du Sénégal, tout en maintenant la supervision judiciaire de l'IRMCT. Cette voie, juridiquement solide et opérationnellement réaliste, mérite à notre sens une considération prioritaire.

V. DEMANDES FORMELLES

Au vu de ce qui précède, nous soumettons respectueusement les demandes suivantes :

- Le retrait de la République du Rwanda de la liste des États éligibles à recevoir les détenus du TPIR/IRMCT, et l'enregistrement formel de cette exclusion par le Conseil de sécurité ;
- La suspension immédiate de toute mesure préparatoire à un transfert vers le Rwanda, dans l'attente de l'examen des présentes observations ;
- Le maintien et le renforcement des dispositifs de détention existants au Bénin et au Sénégal, accompagnés du financement nécessaire de la part de l'Organisation ;
- Une réponse immédiate, digne et durable à la situation des personnes hébergées au Niger, par une réinstallation dans un État tiers volontaire avec statut juridique clair et protection internationale effective ;
- L'examen prioritaire du transfert du contrôle administratif aux États hôtes actuels, dans le cadre d'une supervision judiciaire continue de l'IRMCT, conformément au paragraphe 28 du rapport S/2025/786 ;
- Le réexamen, dans le respect du principe de non-rétroactivité, des conditions introduites par la Directive du 15 mai 2020 en matière de libération anticipée ;
- Si la désignation d'un État tiers devait être envisagée, l'ouverture d'une procédure de sélection transparente et indépendante, avec des critères vérifiables et la consultation préalable formelle des détenus et de leurs familles ;
- Une saisine du Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire et du Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, pour avis indépendants sur les implications juridiques et de droits humains du transfert envisagé ;
- La prise en compte formelle de la présente lettre dans les délibérations du Conseil de sécurité relatives au rapport S/2025/786.

CONCLUSION

Nous faisons confiance à la sagesse et à la haute autorité des Nations Unies pour préserver le droit, la dignité humaine et la cohérence institutionnelle dans le traitement de cette affaire. Une décision juste et mesurée, pleinement alignée sur les engagements de l'Organisation, est non seulement possible mais nécessaire.



Dans l'attente d'une réponse favorable de Votre Excellence, et restant à Sa disposition pour tout complément d'information ou audience qu'Elle jugerait utile d'organiser, nous vous prions d'agréer l'assurance de notre très haute et respectueuse considération.



Fait à Bruxelles, le 8 mai 2026.

Pour le comité exécutif

STAND FOR OUR PARENTS

Association — en cours de constitution sous le droit belge

Président du Comité Exécutif

President of the Executive Committee

SIGNATURE

Nkezabera Oscar

NOM / NAME

Bruxelles, le 8 mai 2026

DATE

Vice-Présidente du Comité Exécutif

Vice-President of the Executive Committee

SIGNATURE

Diane Ashimwe

NOM / NAME

9 Mai 2026

DATE

Au nom des familles des détenus du TPIR/IRMCT et de tous ceux réunis sous le mouvement Stand For Our Parents.



CONTACT

Pour toute communication, demande de précision ou suivi relatif à la présente lettre, l'Association peut être jointe à l'adresse suivante :

contact@standforourparents.org

Stand For Our Parents – Association en cours de constitution sous le droit belge.

DESTINATAIRES

Destinataire principal :

- Son Excellence le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies — New York, États-Unis d'Amérique

Copies pour information :

- Le Président du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies — New York, États-Unis d'Amérique
- Madame la Présidente du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux (IRMCT) — La Haye, Pays-Bas
- Le Greffier du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux — La Haye, Pays-Bas
- Les Membres du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies — New York, États-Unis d'Amérique
- Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) — Genève, Suisse
- Le Président du Comité des droits de l'homme des Nations Unies — Genève, Suisse
- Son Excellence le Président de la Commission de l'Union africaine — Addis-Abeba, Éthiopie
- Le Président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) — Genève, Suisse
- Les Conseils de la Défense
- Les familles des détenus signataires

RÉFÉRENCES

Les sources juridiques citées dans la présente lettre sont accessibles publiquement aux liens suivants.

1. Normes des Nations Unies sur le traitement des détenus

- Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela), résolution A/RES/70/175 de l'Assemblée générale, 17 décembre 2015 – texte intégral : https://www.unodc.org/documents/justice-and-prison-reform/Nelson_Mandela_Rules-E-ebook.pdf
- Refworld (référence de la résolution) : <https://www.refworld.org/legal/resolution/unga/2016/en/119111>

2. Instruments du Conseil de sécurité des Nations Unies

- Portail des documents de l'ONU : [https://docs.un.org/en/s/res/2740\(2024\)](https://docs.un.org/en/s/res/2740(2024))
- Communiqué d'adoption (UN Meetings Coverage) : <https://press.un.org/en/2024/sc15752.doc.htm>

3. Traités fondamentaux des droits de l'homme

- Pacte international relatif aux droits civils et politiques (articles 7, 10 et 14) : <https://www.ohchr.org/en/instruments-mechanisms/instruments/international-covenant-civil-and-political-rights>
- Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (article 3) : <https://www.ohchr.org/en/instruments-mechanisms/instruments/convention-against-torture-and-other-cruel-inhuman-or-degrading>

4. Interprétations autorisées des dispositions des traités de droits humains

- Comité des droits de l'homme des Nations Unies, Observation générale n° 32 sur l'article 14 (CCPR/C/GC/32), 23 août 2007 – traite du ne bis in idem aux paragraphes 54 à 57 : https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CCPR/C/GC/32

5. Instruments du TPIR et de l'IRMCT

- Statut du Tribunal pénal international pour le Rwanda et portail des documents de l'IRMCT : <https://www.irmct.org>
- Directive de pratique de l'IRMCT du 7 mai 2025 – accessible via la section documents et directives de pratique de l'IRMCT : <https://www.irmct.org>
- Directive de pratique de l'IRMCT du 15 mai 2020 sur les libérations anticipées – même source.

6. Mécanismes des droits humains des Nations Unies pertinents pour la situation au Rwanda

- Examen périodique universel du Rwanda – recommandations du Groupe de travail : <https://www.ohchr.org/en/hr-bodies/upr/rw-index>



- Observations finales du Comité des droits de l'homme sur le Rwanda (base de données des organes de traités) : https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/TBSearch.aspx?Lang=en&CountryID=145
- Groupe de travail sur la détention arbitraire : <https://www.ohchr.org/en/special-procedures/wg-arbitrary-detention>
- Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants : <https://www.ohchr.org/en/special-procedures/sr-torture>